



La démocratie et l'érosion de ses fondements

Partout dans le monde occidental, les démocraties conservent leurs formes institutionnelles tandis que le fond qui leur donnait autrefois tout leur sens s'érode insidieusement. Ce à quoi nous assistons n'est pas une succession d'échecs politiques isolés, mais une transformation structurelle.

Anthony Deden

mar. 14 avr. 2026

« Une dame demanda au Dr Franklin : “Eh bien, docteur, qu'avons-nous là, une république ou une monarchie ?”

“Une république”, répondit le docteur, “si vous savez la conserver.”^[1]

Partout dans le monde occidental, les signes de tension au sein de l'ordre démocratique[2] sont désormais manifestes. Les institutions qui, autrefois, servaient de médiateurs dans les conflits et de garantes contre les abus de pouvoir sont toujours en place, mais elles ne sont plus, bien souvent, que des coquilles vides. Les élections se poursuivent, les constitutions restent en vigueur et le discours démocratique est constamment invoqué, mais les pratiques qui donnaient autrefois substance et crédibilité à ces formes semblent s'affaiblir.

Le droit de propriété est menacé par la finance inflationniste, l'expropriation réglementaire, l'interventionnisme et la confiscation fiscale. La liberté d'expression, que l'on croyait autrefois inébranlable, n'est pas seulement découragée en marge, mais de plus en plus sanctionnée, que ce soit par des sanctions administratives, l'application des règles des plateformes, l'exclusion professionnelle ou l'intimidation juridique. L'autorité politique ne s'est pas seulement éloignée des institutions responsables ; elle a eu tendance à se concentrer et est exercée en grande partie par des élites bureaucratiques, judiciaires, technocratiques et idéologiques non élues, dont le pouvoir s'accroît à mesure que le contrôle démocratique s'estompe.

Aucune de ces évolutions ne se manifeste partout à la fois ni dans la même mesure. Pourtant, dans différentes sociétés, la direction prise semble similaire. Il serait raisonnable de rejeter ces épisodes comme de simples excès du progressisme, des réponses d'urgence à des crises ou des écarts temporaires par rapport aux normes libérales. Cependant, de telles interprétations sous-estiment radicalement la gravité de la situation. À mon avis, ce qui semble se dérouler n'est pas seulement une série d'erreurs politiques, mais quelque chose qui s'apparente davantage à une transformation structurelle. Les formes démocratiques sont préservées et la souveraineté populaire est invoquée alors même que la souveraineté réelle s'érode. De plus, le langage des droits perdure alors même que les droits eux-mêmes deviennent conditionnels, révocables et soumis au pouvoir discrétionnaire de l'administration. Les sociétés occidentales se comportent comme si elles restaient démocratiques, alors même que leur architecture institutionnelle et morale est progressivement démantelée au vu et au su de tous.

Ce qui émerge n'est pas un autoritarisme ou un néo-totalitarisme pur et simple. Il s'agit d'une réorientation progressive de la politique démocratique, s'éloignant de la retenue pour se diriger vers la consommation du capital, de la crédibilité institutionnelle et de la confiance sociale. La légitimité démocratique est de plus en plus utilisée non pas pour préserver les limites, mais pour les outrepasser. De plus, des politiques autrefois considérées comme exceptionnelles, telles que la

dépréciation monétaire, la gouvernance d'urgence, la réglementation rétroactive et le contrôle de la liberté d'expression, apparaissent de plus en plus comme des caractéristiques permanentes de la vie politique moderne.

Cet essai part du soupçon que ces évolutions sont moins accidentelles qu'elles ne le paraissent. Elles reflètent des tensions de longue date au cœur même de la démocratie — en particulier lorsque des systèmes démocratiques gouvernent des sociétés à forte intensité de capital et à haut niveau de confiance, édifiées sur des fondements moraux et institutionnels profondément différents. En m'appuyant sur les travaux de Hayek, Somary, Röpke, Hoppe et Hülsmann, j'examine comment la politique démocratique, une fois libérée des contraintes constitutionnelles, monétaires et culturelles, peut progressivement saper les conditions qui soutiennent le capital et la liberté.

Par conséquent, la crise à laquelle sont confrontées les démocraties contemporaines ne doit pas être considérée uniquement comme un échec moral ou une mainmise idéologique. Il s'agit d'une crise des incitations, des horizons temporels et de la gestion. La question n'est plus de savoir si la démocratie peut garantir la justice, l'égalité ou la participation dans l'abstrait, mais si elle peut préserver le capital économique, institutionnel et moral dont dépend sa propre légitimité.

Le capitalisme et l'échec du jugement historique

Lorsque Hayek^[3] a rédigé l'introduction de *Capitalism and the Historians*,^[4] il répondait à un échec intellectuel fondamental : le refus de juger le capitalisme à l'aune de ce qu'il avait réellement produit, plutôt qu'à celle d'idées morales qu'il n'avait jamais prétendu satisfaire. Le capitalisme, affirmait Hayek, avait été condamné non pas pour ce qu'il avait manifestement produit, mais parce qu'il ne se conformait pas à des idéaux éthiques qu'il n'avait jamais promis de satisfaire.

Les plus grandes réalisations du capitalisme — l'élévation du niveau de vie, l'accumulation de capital et la prospérité de masse — ne résultaient pas d'une conception délibérée. Elles ont émergé progressivement, à travers d'innombrables décisions individuelles, et se sont déployées au fil des générations. Comme ces résultats n'avaient pas d'auteur visible, ils entraient en conflit avec une préférence humaine profonde pour la justice intentionnelle : le désir de voir les récompenses clairement attribuées et les responsabilités clairement assignées.

Comme l'a observé Hayek, les historiens ont donc eu tendance à traiter les résultats du marché comme s'ils étaient le produit d'une intention consciente, tout en considérant les interventions politiques comme moralement neutres ou

bienveillantes par défaut. Les processus impersonnels ont été tenus pour responsables des résultats sociaux, tandis que l'action politique discrétionnaire a été excusée, voire célébrée.

Cette distorsion continue de façonner la pensée politique aujourd'hui. Le capitalisme est régulièrement accusé d'inégalité, d'insécurité et de fragmentation sociale, souvent sans aucune comparaison sérieuse avec les sociétés antérieures ou avec l'histoire des systèmes alternatifs. Les marchés sont traités comme s'ils étaient des acteurs conscients dotés d'une intention morale, tandis que la politique démocratique est présentée comme une force correctrice.

Dans la pratique, cependant, l'intervention politique supplante de plus en plus la coordination et la productivité mêmes dont dépend la prospérité.

Pourtant, la critique de Hayek, bien que nécessaire, était incomplète. Il a identifié une manière erronée de juger le capitalisme, mais d'autres montreront plus tard que le problème était plus profond : la démocratie elle-même affaiblit systématiquement les conditions dont dépend le capitalisme.

Felix Somary et l'économie politique de l'oubli

Cet argument a été formulé avec une clarté inhabituelle par Felix Somary^[5], banquier et observateur de l'effondrement monétaire. Dans *Democracy at Bay*,^[6], Somary a examiné la démocratie non pas comme un idéal, mais comme un système fragile qui ne survit que tant qu'il respecte les limites qu'il est toujours tenté d'ignorer.

Somary rejetait l'idée selon laquelle la démocratie corrige spontanément ses propres excès. Selon lui, la démocratie moderne repose sur deux croyances à la fois fausses et dangereuses : d'une part, que « le peuple » peut agir comme une entité unifiée et cohérente ; d'autre part, que les individus deviennent plus sages du simple fait qu'ils accèdent au pouvoir politique. Avec le temps, ces illusions érodent les garde-fous constitutionnels et la discipline budgétaire. La légitimité démocratique finit alors par se substituer au bon sens.

Contrairement aux critiques idéologiques du capitalisme, Somary écrivait en tant que banquier ayant vécu l'effondrement monétaire, l'hyperinflation et l'échec d'un régime. Sa préoccupation n'était pas l'injustice théorique, mais la dissipation du capital — la lente conversion de l'épargne en consommation par le biais de l'inflation, de la dette et de l'illusion budgétaire. La démocratie, observait-il, tend à

récompenser les politiciens qui promettent des bénéfices immédiats tout en repoussant, voire en dissimulant, les coûts. L'inflation se substitue à l'impôt, l'endettement à l'épargne, et la manipulation monétaire à la rareté réelle.

Alors que Hayek mettait en garde contre le fait de juger le capitalisme à l'aune de l'utopie, Somary avertissait que la démocratie fabrique des attentes utopiques qu'elle ne peut satisfaire.

Propriété, argent et indépendance politique

Le rôle politique de la propriété était au cœur de l'argumentation de Somary. Les droits de propriété, insistait-il, ne sont pas seulement une construction juridique. Ils contribuent à garantir la liberté. Les citoyens qui peuvent épargner, investir et accumuler du capital jouissent d'une indépendance vis-à-vis du pouvoir politique. Lorsque le droit à la propriété est érodé — par une fiscalité confiscatoire, l'inflation ou l'expropriation réglementaire —, les citoyens deviennent dépendants, malléables et politiquement soumis.

Cette intuition anticipe les analyses ultérieures de l'école autrichienne mais reste étonnamment d'actualité. Depuis l'époque de Somary, les États démocratiques ont étendu la fiscalité, normalisé le financement par l'endettement et adopté des régimes monétaires qui pénalisent systématiquement les épargnants. L'inflation des actifs profite aux groupes d'intérêt liés aux marchés financiers, tandis que les salaires réels stagnent. La formation de capital intergénérationnelle est sapée alors même que les gouvernements étendent l'État-providence.

Somary avait compris que ces résultats ne sont pas des erreurs politiques, mais des tentations inhérentes à la démocratie. Les électeurs exigent des avantages immédiats, tandis que les coûts sont reportés dans le futur et que le capital est consommé sous l'apparence de la prospérité.

Röpke et les conditions morales préalables du capitalisme

Wilhelm Röpke^[7] a étendu ce diagnostic au domaine culturel. Dans *A Humane Economy*^[8], il soutient que les marchés reposent sur des fondements moraux et sociaux qu'ils sont incapables de produire eux-mêmes : la stabilité familiale, les normes éthiques, les communautés locales et le sens de la retenue. Le capitalisme, insiste-t-il, est d'abord une réussite morale — et, à ce titre, profondément vulnérable.

Il fait valoir que, à mesure que ces fondements s'érodent, les individus se tournent vers la politique pour trouver un sens et une sécurité. La démocratie devient un mécanisme d'agrégation des demandes plutôt qu'un moyen de gouverner avec prudence. La redistribution remplace la responsabilité et la réglementation remplace la confiance. Le capitalisme est tenu pour responsable de la décadence sociale, tandis que les remèdes politiques ne font que l'accélérer.

La réflexion de Röpke complète celle de Hayek : le capitalisme échoue politiquement lorsque les sociétés oublient les disciplines morales qui l'ont rendu possible.

Sa vision, qui a profondément façonné l'« économie sociale de marché » de l'Allemagne de l'Ouest d'après-guerre, insistait sur le fait que les fondements moraux et culturels qu'il défendait n'étaient pas simplement des aspirations, mais pouvaient être institutionnalisés par le biais d'une constitution économique solide — application des lois antitrust, autorité monétaire indépendante et discipline budgétaire fondée sur des règles — qui protégeait la concurrence et les épargnants à la fois des cartels privés et des politiques à court terme.

Hoppe, Somary et la logique de la consommation du capital

Si Somary décrivait les symptômes, un autre penseur a cherché à expliquer la structure qui les sous-tendait. L'expression la plus forte de la tension entre démocratie et préservation du capital apparaît dans l'ouvrage de Hans-Hermann Hoppe^[9] *Democracy: The God That Failed.*^[10] Hoppe ne contredisait pas le diagnostic de Felix Somary sur la fragilité de la démocratie ; il l'a radicalisé en proposant une théorie générale des incitations politiques, de la propriété et des horizons temporels. Là où Somary décrivait empiriquement le court-termisme démocratique, Hoppe l'expliquait structurellement.

Somary a abordé le problème en tant que banquier et historien des crises. Hoppe l'a abordé en tant que philosophe politique préoccupé par les conséquences institutionnelles des différents régimes de propriété. Leurs conclusions convergent avec une précision remarquable. La démocratie, une fois libérée de contraintes constitutionnelles, fiscales et monétaires fermes, s'oriente structurellement vers la consommation du capital plutôt que vers la préservation du capital ou le progrès véritable.

Somary a observé que les gouvernements démocratiques favorisent systématiquement les politiques qui procurent des avantages immédiats et visibles tout en occultant ou en reportant leurs coûts. Cette tendance, a-t-il soutenu dans *Democracy at Bay*, n'est pas principalement une question de leadership défaillant, mais d'arithmétique politique. Les majorités votent ; les coûts peuvent être reportés. La fiscalité suscite une résistance ; l'emprunt est politiquement indolore. De plus, l'inflation est largement mal comprise, voire totalement méconnue. Dans de telles conditions, la modération cesse d'être récompensée. Ce qui survit à la place, c'est un biais persistant en faveur de politiques qui promettent un soulagement immédiat au détriment de l'avenir.

Hoppe a fourni le mécanisme théorique manquant. La gouvernance démocratique transforme l'État d'un gardien du capital en un gestionnaire temporaire sans participation au capital. L'autorité politique devient un contrôle sur des ressources dont personne n'est personnellement responsable de préserver. Comme les élus ne possèdent pas le capital qu'ils administrent et ne s'attendent pas à un mandat de longue durée, ils maximisent rationnellement l'extraction actuelle. La logique n'est pas morale mais économique. Lorsque le pouvoir est lié à la propriété, la préservation s'ensuit ; lorsqu'il est temporaire, la consommation devient rationnelle.

Cette distinction clarifie la vision historique de Somary. La politique démocratique ne se contente pas de permettre la consommation du capital ; elle la récompense en réalité. L'équilibre budgétaire, la monnaie saine et la retenue institutionnelle imposent des coûts immédiats et concentrés tant aux électeurs qu'aux politiciens. L'inflation, la dette et l'expansion administrative offrent des avantages immédiats tout en répartissant les coûts dans le temps, entre les générations et sur des bilans abstraits. Dans un tel système, la retenue cesse d'être une vertu et devient un handicap politique.

Le temps est le facteur décisif. Le capital est par nature tourné vers l'avenir. Il représente une consommation différée, une épargne accumulée, une sécurité juridique et la confiance dans des règles stables. La démocratie politique, en revanche, est tournée vers le présent. Les cycles électoraux sont courts, l'attention du public est volatile et la légitimité se mesure à l'aune de l'opinion plutôt que de la pérennité. Lorsque des systèmes démocratiques gouvernent des sociétés à forte intensité capitaliste, une tension fondamentale émerge : les institutions qui créent la richesse exigent de la patience, tandis que celles qui répartissent le pouvoir la sanctionnent.

Somary a perçu cette tension avec le plus de clarté dans la politique monétaire. Ayant vécu la destruction causée par l'inflation au début du XXe siècle, il a compris que la dépréciation monétaire n'est pas seulement un dysfonctionnement économique, mais une tentation politique. L'inflation permet aux gouvernements de taxer sans reconnaissance, de redistribuer sans législation et de financer des promesses sans discipline. Elle dissout le lien entre l'effort et la récompense, l'épargne et la sécurité. L'irresponsabilité monétaire devient ainsi non pas un écart par rapport à la démocratie, mais une condition de son fonctionnement.

Hoppe a généralisé cette idée. L'inflation, la dette publique et l'expropriation réglementaire ne sont pas des déviations politiques ; ce sont des instruments de gouvernance démocratique dans un contexte de suffrage universel et de pression budgétaire. Chacun transforme les droits futurs en ressources présentes. Chacun sape la structure temporelle de la production. Chacun accélère la consommation de capital tout en la déguisant en croissance. L'apparence de prospérité peut donc persister longtemps après que les conditions qui l'ont rendue possible ont commencé à s'éroder.

Le mécanisme est subtil et ses effets se déploient lentement. C'est pourquoi il est rarement reconnu à temps.

Cela aide à expliquer pourquoi les États démocratiques peuvent paraître stables alors même que leur capital sous-jacent – physique, institutionnel et moral – s'érode. Les infrastructures se détériorent tandis que les dépenses augmentent. Les bureaucraties s'étendent à mesure que la compétence décline. Les droits sociaux se multiplient alors que les fondements démographiques s'affaiblissent. Le système survit en puisant dans les réserves constituées sous des régimes antérieurs, plus modérés.

Dans ce contexte, les droits de propriété prennent une importance politique accrue. Somary a insisté sur le fait que la propriété n'est pas seulement un instrument économique, mais le fondement de l'indépendance politique.^[11] Hoppe ajoute la dimension temporelle : la propriété permet des horizons de planification à long terme. Elle permet aux individus de résister à l'instabilité politique et d'orienter leurs décisions vers l'avenir. À mesure que la propriété s'érode sous l'effet de la fiscalité, de l'inflation ou de l'ingérence réglementaire, l'autonomie temporelle s'amenuise. La dépendance remplace l'indépendance, et le court-termisme politique s'autoalimente.

Sous l'effet de ces incitations, la démocratie peut commencer à renforcer sa propre dégénérescence. À mesure que la formation de capital privé s'affaiblit, les citoyens se tournent vers l'État pour obtenir une protection. À mesure que les prestations de

l'État s'étendent, les pressions budgétaires et monétaires s'intensifient. À mesure que le capital s'amenuise, les conflits politiques s'exacerbent. L'électorat, sentant l'instabilité, vote pour la protection plutôt que pour la retenue. Ce qui en résulte n'est pas une tyrannie, mais quelque chose qui s'apparente davantage à l'épuisement.

L'affirmation la plus provocante de Hoppe, selon laquelle la démocratie manque de garde-fous, résume succinctement ce résultat. Si Hoppe nous donne le diagnostic, Hülsmann nous en donne l'anatomie.

Une élaboration contemporaine de cette logique apparaît dans les travaux de Jörg Guido Hülsmann, qui présente un mécanisme économique par lequel les systèmes démocratiques épuisent leur capacité d'autocorrection.^[12] Hülsmann applique la théorie du capital au domaine politique et observe que les États démocratiques construisent progressivement ce qu'il appelle une « production politique détournée » : des partis financés par les contribuables, des bureaucraties en expansion, des systèmes scolaires gérés de manière centralisée, des régimes d'octroi de licences et de subventions aux médias, l'exclusion réglementaire des concurrents, et une loi électorale qui définit qui peut même se présenter à la compétition. Ces institutions fonctionnent comme des actifs de capital — non pas au sens métaphorique, mais au sens économique strict où elles s'accumulent, nécessitent un entretien et rendent la sortie coûteuse. Au moment où une réforme devient envisageable, la structure qui la permettrait a peut-être déjà disparu.

Leur existence engendre des coûts de transition qui pèsent d'abord sur les électeurs : démanteler une bureaucratie, c'est perturber des moyens de subsistance ; démanteler l'enseignement public, c'est bouleverser des familles ; abolir une banque centrale, c'est déstabiliser des bilans. Ainsi, même les électeurs qui, intellectuellement, souhaitent une réforme, choisissent souvent rationnellement la continuité. Dans cette optique, la paralysie de la démocratie n'est pas principalement psychologique ou morale ; elle est structurelle. Hülsmann conclut que la démocratie ne préserve la paix que tant qu'elle vit des accumulations antérieures, et qu'une fois que la structure du capital politique arrive à maturité, un changement pacifique devient de plus en plus improbable. Dans un tel système, les crises risquent d'être résolues non pas par les urnes, mais par des convulsions.

Contrairement aux systèmes dans lesquels les dirigeants traitent le territoire et les institutions comme des actifs à préserver, les responsables démocratiques ont tendance à les considérer comme des sources de revenus à exploiter. Que l'on accepte ou non les alternatives proposées par Hoppe, ce diagnostic aide à expliquer la situation actuelle. Les États démocratiques modernes accumulent des déficits chroniques au nom de la relance, augmentent la masse monétaire au nom de la

nécessité, développent les bureaucraties au nom de la complexité et déstabilisent le droit au nom du progrès. Chaque justification dissimule un transfert du futur vers le présent.

Somary avait prévu cette issue sans la formaliser. Il avait averti que la démocratie, une fois libérée de la discipline constitutionnelle et monétaire, se viderait de sa substance. Les formes politiques subsisteraient, mais le fond se décomposerait. Les élections perdureraient ; la gouvernance se dégraderait. La liberté s'éroderait non pas par une tyrannie manifeste, mais par une dégénérescence progressive.

Ce qui finit par saper la foi en la démocratie, ce n'est pas une déception morale, mais la réalité structurelle. La démocratie échoue non pas parce qu'elle manque à ses idéaux, mais parce qu'elle suit ses incitations. Une fois que la légitimité démocratique est considérée comme s'auto-justifiant, les limites constitutionnelles, la discipline budgétaire et la retenue monétaire ne sont plus perçues comme des garde-fous, mais comme des obstacles.

L'illusion, alors, n'est pas que la démocratie alloue parfois mal les ressources, mais qu'elle puisse s'étendre sans affaiblir ses propres fondements. L'inflation, l'augmentation de la dette, la croissance bureaucratique et la décadence institutionnelle ne sont pas des erreurs politiques temporaires ; ce sont les résultats attendus d'un système qui troque les obligations futures contre l'approbation présente.

La crise actuelle n'est pas le fait d'une démocratie qui ne tient pas ses promesses, mais d'une démocratie qui répond aux incitations qui lui sont inhérentes. Si cela est exact, il ne suffira pas de faire appel à de meilleures intentions.

En théorie économique, et en particulier dans la tradition autrichienne, la « consommation de capital » a une signification précise qui renforce la métaphore employée tout au long de cet essai. [13] Le capital n'est pas simplement de la richesse ou de l'argent, mais le stock accumulé de biens productifs — machines, infrastructures, compétences, institutions et épargne — qui rend possible la production future. Lorsqu'une société consomme du capital, elle maintient, voire augmente, la consommation actuelle en puisant dans ce stock plutôt qu'en le reconstituant. Les biens d'équipement étant hétérogènes et ancrés dans le temps, leur épuisement n'est pas toujours immédiatement visible. La production peut sembler stable pendant des années tandis que la structure sous-jacente de la production se détériore silencieusement.

Ludwig von Mises a souligné que l'inflation, le financement par déficit et l'expansion artificielle du crédit peuvent créer l'illusion de la prospérité tout en masquant en réalité la dissipation du capital. Ce qui apparaît comme de la croissance n'est rien d'autre que la dépense des réserves accumulées. Dans ce sens technique, la consommation de capital n'est pas métaphorique mais structurelle : elle décrit un passage d'une production soutenue par l'épargne et de longs horizons de planification à une production soutenue par le crédit, la redistribution politique et la liquidation de la richesse héritée. L'argument civilisationnel plus large avancé ici repose sur ce fondement économique. Si cela est vrai au niveau de la théorie économique, il s'ensuit que les systèmes politiques qui entravent le calcul économique accéléreront ce processus jusqu'à l'extrême.

La forme la plus radicale de consommation du capital n'est pas simplement le court-termisme démocratique, mais le socialisme proprement dit. Ludwig von Mises a soutenu que le socialisme ne se contente pas de redistribuer la richesse ; il abolit le système de calcul économique qui rend possible la préservation rationnelle du capital. Sans propriété privée des moyens de production, les prix de marché des biens d'équipement disparaissent, et avec eux la capacité de distinguer la production de la consommation, le profit de la perte, la préservation de l'épuisement. En ce sens, le socialisme ne s'appuie pas sur le capital hérité ; il en vit.

Ce qui rend cette évolution particulièrement lourde de conséquences dans les sociétés démocratiques, c'est que le socialisme n'a pas besoin de s'imposer par un bouleversement. Il progresse discrètement. Une réglementation par-ci, une subvention par-là, un nouveau droit justifié par l'équité, une expansion monétaire présentée comme une nécessité. Chaque mesure est adoptée légalement, souvent avec un large soutien. Pourtant, comme l'a averti Mises, ces interventions ne sont pas isolées. Chacune perturbe le système des prix et produit des conséquences qui invitent à de nouvelles corrections. Ce qui commence comme un ajustement limité devient un changement cumulatif.

Dans les systèmes démocratiques, la pression en faveur d'un retour en arrière est rare. Les avantages de l'intervention sont visibles et immédiats ; les coûts sont différés et largement dispersés. Peu de groupes d'électeurs s'organisent pour rétablir des limites, tandis que beaucoup s'organisent pour préserver les avantages. Le résultat n'est pas une rupture spectaculaire avec l'ordre existant, mais un affaiblissement progressif de la structure du capital qui le sous-tend. La prospérité apparente peut persister pendant un certain temps. Les institutions restent en place. Les élections se poursuivent. Mais la capacité sous-jacente à préserver et à reconstituer le capital s'affaiblit pas à pas.

Le socialisme sous sa forme démocratique apparaît ainsi moins comme une révolution que comme une progression — un transfert constant de la production future vers la distribution présente, sanctionné par les majorités et justifié comme une réforme.

Il serait pourtant erroné d'imaginer que seul le socialisme explicite produit cet effet. La même structure d'incitations opère partout où la politique démocratique privilégie la distribution présente au détriment de la préservation future. Même sans abolir la propriété privée, les politiques de financement par déficit chronique, de dépréciation monétaire et d'accumulation réglementaire affaiblissent progressivement la structure du capital. Le socialisme représente l'extrême logique de ce processus. La tendance sous-jacente réside toutefois dans les incitations politiques elles-mêmes.

La démocratie en tant que système de consommation du capital

Dans un tel système, la politique passe de la coordination à la distribution. La question centrale n'est plus de savoir comment la richesse est créée, mais comment la richesse existante est répartie. Cela marque une rupture nette avec les conditions dans lesquelles le capitalisme démocratique fonctionnait autrefois. L'accumulation du capital repose sur la patience, des anticipations stables et le respect des limites. La concurrence démocratique, une fois libérée de toute contrainte, récompense au contraire l'immédiateté, les postures morales et l'action symbolique.

Il en résulte un ordre politique qui traite le capital hérité — économique, institutionnel et culturel — non pas comme un patrimoine à préserver, mais comme une ressource à consommer. La dette publique convertit la production future en dépenses présentes. L'inflation érode l'épargne tout en masquant l'expropriation. La réglementation substitue le pouvoir discrétionnaire administratif à la coordination et à la discipline du marché libre. Chaque mécanisme affaiblit l'indépendance des citoyens tout en renforçant leur dépendance à l'égard de l'autorité politique.

Cette dynamique explique également un paradoxe central de la démocratie moderne : l'État ne cesse de croître alors même que sa capacité à gouverner décline. Les bureaucraties s'étendent en taille et en portée, tout en devenant de moins en moins capables de résoudre les problèmes qu'elles contribuent elles-mêmes à créer et qu'elles sont censées régler. Les lois se multiplient, mais la prévisibilité s'affaiblit. Les élections se poursuivent, mais la responsabilité s'estompe. La démocratie reste formellement intacte tandis que son essence est vidée de sa substance.

L'érosion progressive du capital remodèle également le comportement politique. À mesure que la croissance ralentit et que la confiance s'érode, la politique devient un jeu à somme nulle. La distribution remplace la production ; le ressentiment supprime la coopération. Les groupes s'organisent autour de revendications concurrentes plutôt que de projets communs. Le discours moral s'intensifie à mesure que les fondements matériels s'affaiblissent. Le conflit politique devient existentiel car l'avenir n'offre plus de répit.

Lorsque l'accumulation du capital ralentit, les avantages du compromis diminuent. Chaque faction se précipite pour s'assurer sa part avant que les ressources ne s'épuisent, tandis que le débat démocratique cède la place à la mise en scène et au spectacle, et que la gouvernance devient théâtrale plutôt qu'efficace.

L'État administratif contribue à entretenir cette dynamique. À mesure que les élus perdent la capacité — ou la volonté — d'imposer la discipline, la responsabilité se déplace vers des organismes bureaucratiques largement soustraits à l'obligation de rendre des comptes. La légitimité démocratique reste visible, mais de nombreuses décisions réelles sont prises par le biais de procédures opaques, de mandats techniques et de pouvoirs d'urgence. Les citoyens peuvent en venir à percevoir la gouvernance comme coercitive mais impersonnelle — omniprésente, mais difficile à contester ou à influencer.^[14]

De telles conditions, bien qu'instables, peuvent persister. Elles permettent aux démocraties de repousser l'heure des comptes en consommant le capital accumulé sous des régimes antérieurs, plus modérés. Les infrastructures construites il y a des décennies continuent de fonctionner. La crédibilité monétaire survit plus longtemps que prévu. La confiance sociale se dégrade lentement. Ces décalages créent l'illusion de la durabilité, encourageant une consommation accrue.

Pourtant, cet épuisement est cumulatif. Chaque génération hérite d'une marge d'erreur de plus en plus réduite. Chaque crise justifie une intervention plus importante, et chaque intervention affaiblit les conditions de la reprise. Ce qui ressemble à de la résilience est souvent de l'inertie : l'effet différé de la discipline passée. La démocratie, sous cette forme, ne gouverne plus l'avenir. Elle l'escompte. Et ce qui est escompté finit par être dépensé.

Résilience et contre-argument

Une objection raisonnable mérite d'être prise en compte. Il est tout à fait raisonnable de constater que, malgré les tensions décrites ci-dessus, les sociétés occidentales restent extraordinairement productives. Le niveau de vie réel a

augmenté sur le long terme. L'innovation technologique se poursuit à un rythme qui aurait étonné les générations précédentes. Les progrès de la médecine, des communications et de la production énergétique témoignent de la vitalité persistante de l'entreprise privée. Il est également raisonnable de dire que les marchés se sont à maintes reprises adaptés à l'intervention politique, aux contraintes réglementaires et à l'expansion budgétaire. Ces faits sont la preuve d'une résilience, et ils ne peuvent être écartés.

Il est important de distinguer le socialisme au sens strict de Mises — c'est-à-dire l'abolition de la propriété privée des moyens de production — des dispositifs interventionnistes ou sociaux-démocrates couramment présents dans les sociétés occidentales contemporaines. Ces derniers conservent la propriété privée et la fixation des prix par le marché, souvent avec un succès considérable. Mises lui-même considérait l'interventionnisme comme un système distinct : ni capitalisme ni socialisme pur, mais un régime dans lequel la coordination du marché persiste sous une direction politique croissante. La préoccupation soulevée ici n'est pas que les démocraties modernes aient aboli le calcul économique, mais que l'intervention cumulative puisse progressivement restreindre la sphère dans laquelle ce calcul opère librement, augmentant ainsi la fragilité systémique au fil du temps.

Les sociétés à forte intensité de capital et à haut niveau de confiance possèdent une énorme capacité d'adaptation. La mobilité mondiale des capitaux, les pressions déflationnistes liées à la technologie et la créativité des acteurs privés peuvent, pendant de longues périodes, l'emporter sur l'extraction politique. Les accumulations passées de capital institutionnel et économique jouent alors le rôle de véritables amortisseurs et expliquent en grande partie le dynamisme persistant que nous observons.

Mais la résilience n'est pas synonyme d'immunité. Une société peut continuer à innover même si ses fondements fiscaux, monétaires et administratifs s'affaiblissent. La croissance nominale peut coexister avec une dette croissante, tout comme le progrès technologique peut se développer parallèlement à un déclin de la confiance institutionnelle. La formation des prix sur les marchés peut continuer à fonctionner dans des cadres réglementaires en expansion, jusqu'à ce que la liberté d'allouer le capital en fonction des signaux de prix soit matériellement contrainte. Les signes de cette contrainte sont déjà visibles. En fin de compte, l'adaptation peut contrebalancer les incitations ; elle ne les abolit pas.

La question n'est donc pas de savoir si la prospérité persiste. Elle persiste. La question est de savoir si la marge d'erreur s'élargit ou se rétrécit. Chaque couche de financement déficitaire chronique, d'assouplissement monétaire et d'accumulation

administrative réduit la flexibilité aux marges. Ce que les générations précédentes pouvaient absorber sans conséquence devient, au fil du temps, cumulatif. La structure peut tenir, mais elle peut devenir de plus en plus dépendante de conditions favorables telles que des taux d'intérêt bas, une stabilité démographique et des flux de capitaux mondiaux. Aucune de ces conditions ne peut être considérée comme acquise indéfiniment.

Reconnaître la résilience ne revient pas à nier le risque. C'est reconnaître que l'érosion peut se produire progressivement et que la prospérité peut masquer l'affaiblissement de ses fondations. Un pont peut continuer à supporter la circulation même si ses marges de charge se rétrécissent. L'objectif de l'inspection n'est pas de prédire un effondrement demain, mais de comprendre la direction de la contrainte.

Si cette direction tend vers des horizons temporels plus courts, des obligations structurelles croissantes et une contrainte institutionnelle affaiblie, alors l'adaptation seule pourrait ne pas suffire. La résilience peut retarder l'heure des comptes, mais elle ne peut pas suspendre indéfiniment l'arithmétique.

Se souvenir de la retenue

Les penseurs examinés dans cet essai — Friedrich Hayek, Hans Hermann Hoppe, Fritz Machlup, Wilhelm Röpke et Ludwig von Mises — ne partageaient ni une idéologie unique ni un programme politique homogène. Ce qui les unit, en revanche, est un même réalisme quant aux incitations humaines, à la fragilité des institutions et à la nature de la liberté. Chacun, à sa manière, a rejeté la croyance réconfortante selon laquelle les marchés ou la politique démocratique seraient auto-stabilisants.

Hayek a averti que les sociétés qui oublient la véritable source de la prospérité finissent par exiger des résultats qu'aucun système ne peut fournir de manière fiable. Somary a montré que la politique démocratique, une fois libérée de la discipline constitutionnelle et monétaire, développe un biais persistant en faveur de la consommation du capital. Röpke a souligné que les marchés ont besoin de fondements moraux et culturels qu'ils ne peuvent reproduire par le seul biais des échanges économiques. Hoppe a formalisé ces idées en démontrant que la gouvernance démocratique raccourcit systématiquement les horizons temporels et récompense l'exploitation du présent au détriment de la préservation de l'avenir. Hülsmann a prolongé cette analyse en expliquant comment les systèmes

démocratiques construisent des structures politiques complexes qui verrouillent les incitations à court terme et rendent de plus en plus difficile tout revirement significatif.

Pris ensemble, leurs arguments convergent vers un diagnostic commun : les démocraties modernes vivent de plus en plus sur la base d'héritages accumulés — économiques, institutionnels et moraux — qu'elles ne comprennent plus pleinement et qu'elles ne protègent plus.

Un héritage sans compréhension survit rarement une génération.

Cela aide à expliquer le paradoxe de la vie politique contemporaine. Les formes démocratiques perdurent, mais la confiance s'érode. L'activité de l'État s'étend, mais la capacité de gouverner décline. La richesse persiste, mais de plus en plus comme un résidu plutôt que comme un renouveau.^[15] Les conflits politiques s'intensifient non pas parce que les attentes ne sont pas satisfaites, mais parce que l'avenir lui-même semble écarté.^[16] Lorsque l'accumulation du capital ralentit et que la confiance institutionnelle s'amenuise, la politique passe de la coordination à la distribution, de la gestion responsable à la revendication.

Il n'en résulte pas un effondrement immédiat, mais un épuisement progressif. Les démocraties se détruisent rarement d'un seul coup décisif. Pensez à Athènes. Au contraire, elles se décomposent par surendettement, par la normalisation de l'urgence, par la conversion constante du capital à long terme en légitimité à court terme. La liberté s'érode non pas parce qu'elle est renversée par la violence, mais parce qu'elle est confondue avec un état permanent, plutôt qu'avec une conquête fragile.

Le problème central n'est donc pas la démocratie en tant qu'idéal, mais la démocratie sans limites : une démocratie qui a perdu ses gardiens. La modération ne peut naître de la seule compétition électorale. Elle nécessite des normes héritées, des institutions contraignantes et une volonté culturelle d'accepter des contraintes que la politique démocratique est toujours tentée de dissoudre. Lorsque ces contraintes s'affaiblissent, la légitimité démocratique devient un instrument d'érosion plutôt qu'une garantie.

Reconnaître cela, ce n'est pas rejeter la démocratie ou les marchés, mais abandonner l'illusion que l'un ou l'autre puisse survivre sans discipline. La prospérité n'est pas un droit moral ; c'est une réussite intergénérationnelle. Le capital n'est pas un revenu ; c'est une consommation différée. Les institutions ne sont pas des contraintes neutres sur le plan des valeurs ; ce sont des héritages fragiles.

Lorsque les sociétés oublient ces distinctions, l'histoire s'adapte rarement aux attentes. Elle a le don de réaffirmer les limites — lentement au début, puis d'un seul coup.

Postface : Un schéma ancien, pas une nouvelle tragédie

Ce à quoi sont confrontées les sociétés contemporaines est une dynamique politique familière, déjà observée avec une remarquable clarté il y a plus de deux millénaires. Le récit de Platon sur la décadence démocratique dans l'Athènes antique, écrit dans le contexte de la guerre, de l'inflation, des divisions entre factions et de l'exécution judiciaire de Socrate — ironiquement pour son discours —, décrivait un régime qui préservait le langage de la liberté tout en en dissolvant la substance.^[17] La démocratie, affirmait-il, ne périt généralement pas par une conquête extérieure, mais par des excès internes : par l'érosion de la retenue, la moralisation des appétits, la politisation de l'envie et la substitution de l'administration à la loi. Il soutenait que la démocratie dégénère lorsque la liberté devient licence, que l'autorité est rejetée, que l'égalité est étendue au-delà de toute mesure, que les appétits se politisent et qu'un démagogue surgit en promettant la protection.

L'importance de cette prise de conscience n'est pas le désespoir, mais la perspective. Si la désintégration démocratique apparaît moins comme un accident moderne que comme une partie d'un schéma historique récurrent, alors la tâche n'est pas d'attendre le salut par la seule politique. Platon ne s'attendait pas à ce que les régimes se perfectionnent. Il s'attendait à ce que des individus prudents s'adaptent : préserver l'indépendance là où c'est possible, défendre la propriété comme condition de la liberté, et maintenir une vision à long terme sous un régime à court terme. L'effondrement, en ce sens, n'est pas une fin mais un rétrécissement des illusions, des garanties et des promesses collectives. Ce qui reste, c'est le jugement, la retenue et le travail discret de l'endurance au sein d'ordres imparfaits.

L'histoire n'offre aucune garantie que les sociétés démocratiques redécouvriront leurs limites à temps. Mais elle offre quelque chose de plus durable : la certitude que la liberté n'a jamais dépendu principalement du salut politique, mais de la capacité des individus et des communautés à préserver le capital — matériel, moral et institutionnel — lorsque les institutions politiques en ont oublié la préservation.

L'histoire est claire sur ce qui suit l'effondrement des garde-fous démocratiques. À Athènes, l'érosion de la retenue n'a pas conduit à un renouveau, mais à une expansion impériale excessive, au factionnalisme et à une soumission finale, d'abord à l'oligarchie spartiate des Trente Tyrans, puis aux Macédoniens. Dans la République romaine, l'érosion des institutions républicaines n'a pas rétabli

l'équilibre ; elle a abouti à un pouvoir personnel, à un état d'urgence permanent et à un empire. Dans les deux cas, les formes démocratiques ont perduré longtemps après que leur substance eut disparu — jusqu'à ce qu'elles soient remplacées par un pouvoir justifié non pas par le consentement, mais par la nécessité.

La leçon n'est pas que la démocratie aboutit inévitablement à la tyrannie, mais que lorsque la modération est épuisée, la liberté n'est pas restaurée — elle est supplantée. S'ensuit alors un pouvoir exercé par des administrateurs, des généraux ou des crises ; la légitimité passe de la loi à l'ordre, du consentement à la survie. La véritable question pour notre monde occidental n'est pas de savoir si la démocratie survivra sans changement, mais ce qui prendra sa place une fois son capital épuisé.

[1] Benjamin Franklin, remarque adressée à Elizabeth Willing Powel, 17 septembre 1787, citée dans Max Farrand, éd., *The Records of the Federal Convention of 1787*, éd. rév., vol. 3 (Yale University Press, 1937).

[2] Tout au long de cet essai, j'utilise le terme « démocratie » dans un sens pratique plutôt qu'historique ou idéalisé. Je fais référence à des systèmes politiques dans lesquels l'autorité s'exerce par le biais d'élections périodiques et se justifie au nom d'une majorité électorale. À cet égard, je m'en tiens à la formulation bien connue de Joseph Schumpeter selon laquelle la démocratie est « cet arrangement institutionnel permettant de parvenir à des décisions politiques dans lequel les individus acquièrent le pouvoir de décider au moyen d'une lutte concurrentielle pour obtenir le vote du peuple. » (*Capitalisme, socialisme et démocratie*, 3e éd. Harper & Row, 1950.) Je ne fais pas référence aux régimes qui se contentent d'adopter un langage démocratique sans élections compétitives, et je n'aborde pas non plus l'argument moral en faveur de la participation politique en soi. L'argument porte sur les incitations qui surgissent au sein des systèmes électoraux dès lors que la légitimité est considérée comme s'autojustifiant, plutôt que comme soumise à des limites constitutionnelles et monétaires durables.

[3] Friedrich August von Hayek (1899–1992) était un économiste et philosophe politique autrichien. Hayek a apporté des contributions fondamentales à la théorie de l'ordre spontané, au problème de la connaissance en économie et à la critique de la planification centrale. Son œuvre a fortement influencé le libéralisme classique et la pensée libertaire, en particulier à travers *La Route de la servitude* et ses écrits sur la coordination du marché.

[4] Hayek, Friedrich A., éditeur. *Capitalism and the Historians*. Routledge & Kegan Paul, 1954.

[5] Felix Somary (1881–1956), économiste, banquier et analyste politique autrichien, était connu pour ses critiques précoces de la finance inflationniste et de la banque centrale. Il a fourni des analyses influentes sur la politique et l'économie européennes de l'entre-deux-guerres et est souvent cité pour ses avertissements prémonitoires concernant l'instabilité des systèmes monétaires de l'après-Première Guerre mondiale

[6] Somary, Felix. *Democracy at Bay: A Diagnosis and a Prognosis*. Traduit par Norbert Guterrman, Alfred A. Knopf, 1952. Publié à l'origine en allemand sous le titre *Krise und Zukunft der Demokratie*, Europa Verlag, 1952.

[7] Wilhelm Röpke (1899–1966) était un économiste et théoricien social allemand. Röpke fut une figure de proue de l'ordolibéralisme et l'un des principaux architectes intellectuels de l'économie sociale de marché de l'Allemagne d'après-guerre. Il a mis l'accent sur les fondements moraux, culturels et institutionnels nécessaires au bon fonctionnement de l'ordre de marché.

[8] Röpke, Wilhelm. *Une économie humaine : le cadre social du marché libre*. Traduit par Elizabeth Henderson, Henry Regnery Company, 1960. (Œuvre originale publiée en 1958 sous le titre *Jenseits von Angebot und Nachfrage*, Eugen Rentsch Verlag).

[9] Hans-Hermann Hoppe (né en 1949) est un économiste et philosophe germano-américain associé à l'école autrichienne. Il est connu pour ses travaux sur la praxéologie, les droits de propriété, l'anarcho-capitalisme et ses critiques de la démocratie. Ses principales contributions prolongent la méthodologie de Ludwig von Mises et la théorie politique libertaire radicale.

[10] Hoppe, Hans-Hermann. *Democracy: The God That Failed: The Economics and Politics of Monarchy, Democracy, and Natural Order*. Transaction Publishers, 2001. Mises Institute, mises.org/library/democracy-god-failed-2 en livre audio. Consulté le 23 déc. 2025.

[11] Bien avant Somary, la nature de la propriété privée et son importance avaient été brillamment exposées par Ludwig von Mises. Dans *Liberalism* (1927), il écrit : « La propriété privée crée pour l'individu une sphère dans laquelle il est libre de l'État. Elle fixe des limites à l'action de la volonté autoritaire. Elle permet à d'autres forces de s'élever aux côtés du pouvoir politique et en opposition à celui-ci. Elle devient ainsi le fondement de toutes ces activités qui sont exemptes d'ingérence violente de la part de l'État. C'est le terreau dans lequel les graines de la liberté sont nourries et dans lequel l'autonomie de l'individu et, en fin de compte, tout progrès intellectuel et matériel trouvent leurs racines. »

Des années plus tard, dans *Omniopotent Government* (1944), Mises a renforcé cette idée en observant : « Si l'histoire pouvait nous enseigner quelque chose, ce serait que la propriété privée est inextricablement liée à la civilisation. »

[12] Jörg Guido Hülsmann, « *Self-Paralysis of Democracy* », document de travail GRANEM n° 2024-03-065, Université d'Angers (2024). https://granem.univ-angers.fr/_attachment/cahiers-2024-article/DT-GRANEM-03-65.pdf

[13] Pour approfondir le sujet, voir Roger W. Garrison. *Time and Money: The Macroeconomics of Capital Structure*. Routledge, 2001.

[14] Martin Gurri, dans *The Revolt of the Public*, montre comment l'abondance d'informations érode la confiance en exposant l'incompétence institutionnelle plus rapidement que les institutions ne peuvent se réformer, produisant une « politique de la négation » — une sorte de rébellion sans alternative, et de fureur sans gestion responsable.

[15] Comme l'affirme Niall Ferguson dans *The Great Degeneration*, les sociétés occidentales d'aujourd'hui puisent dans le capital institutionnel accumulé au cours des époques précédentes plutôt que de le renouveler, vivant financièrement, juridiquement et moralement sur les vapeurs d'un bilan qu'elles ne comprennent plus.

[16] Ross Douthat, dans *The Decadent Society*, décrit un ordre qui reste stable dans sa forme tout en perdant l'énergie créative et morale qui le soutenait autrefois. Yuval Levin, dans *The Fractured Republic*, attribue cette atrophie à l'effondrement des institutions communes capables de façonner le caractère et la responsabilité à long terme.

[17] Pour approfondir le sujet, voir Platon, *La République*, livre VIII. 380 av. J.-C.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse L'UE ÉTATS-UNIS